

l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Tous solidaires autour de



(Photo HR)

Denain-Longwy

Voir pages 4 et 5

Le temps presse

Par Gilles Carpentier

Il y a plus de trois mois maintenant qu'était annoncée la vague de licenciements dans la sidérurgie. Un coup énorme, préparé de longue date, que d'autres de moindre ampleur avaient précédé : dans la sidérurgie même avec la liquidation d'Usinor-Louvroil, Usinor-Thionville et dans d'autres secteurs comme, par exemple la Navale, avec la fermeture de Terrin à Marseille et les 3 000 licenciements de la Ciotat. Un coup énorme, dans le domaine de l'emploi, accompagné d'autres coups contre de nombreux acquis de la classe ouvrière, dans des domaines telles que la durée du travail, la Sécurité sociale, l'indemnisation du chômage, les droits des travailleurs immigrés, l'école...

Un morceau du vaste plan par lequel les groupes monopolistes français qui dominent toute l'activité du pays — les 200 familles d'aujourd'hui — et leur gouvernement Giscard-Barre « redéploient », comme ils disent, restructurent toute l'économie sur le dos des travailleurs pour plus « d'efficacité » face à leurs concurrents, sur un marché mondial où la crise a aiguë la lutte des requins de leur espèce : pour plus de profits ; des profits d'ailleurs qui se portent bien si l'on en croit les résultats de certains groupes !

Et que s'est-il passé depuis cette annonce ? Chacun le sait. La légitime colère des sidérurgistes des secteurs les plus durement touchés — Longwy, Denain — s'est traduite en multiples actions, largement approuvées et soutenues par la population de ces régions. Dans tout le pays, les travailleurs ont suivi avec attention et enthousiasme le combat de leurs camarades de la sidérurgie, manifestant à l'occasion très largement leur solidarité. La lutte de ceux de Denain et Longwy, après tant de coups subis sans riposte ou presque, faisait naître l'espoir qu'il pouvait être mis un coup d'arrêt à l'offensive du patronat, un coup d'arrêt à ses plans successifs, réalisés jusque là sans entrave sérieuse.

Ces actions sortaient d'ailleurs du cadre où jusqu'ici avaient été largement cantonnées les ripostes de la classe ouvrière : celui des défilés et manifestations dans « le

calme et la dignité », de journées d'action conçues non comme une étape pour aller plus loin, mais comme un but, un point culminant de l'action.

Bien sûr, la classe patronale dispose de bien des moyens pour contenir, limiter l'action des travailleurs, empêcher qu'elle s'étende, s'unifie. Et elle en a usé !

Ce furent les flies envoyés pour « libérer » tel ou tel directeur séquestré ou le relais-télé de Longwy occupé. Ce fut l'invitation faite aux syndicats à venir discuter avec les ministres : tout un programme, et qui continue, où tout est discutable... sauf les licenciements !

Une session parlementaire sur l'emploi fut même quelque peu avancée au moment où la riposte des sidérurgistes prenait la forme d'une juste violence de masse, suscitant quelque inquiétude dans les hautes sphères patronales et gouvernementales.

Les faits ont bien prouvé qu'il ne fallait rien attendre de tout cela.

Sur ce terrain, préparé par le patronat et le gouvernement, rien n'avance si ce n'est le temps et l'échéance des licenciements qui se rapproche.

Rien, si la classe ouvrière n'a pas avancé sur son propre terrain, hors de cette logique où cherche à l'enfermer l'ennemi ; rien, si la classe ouvrière n'a pas développé sa propre bataille avec sa logique à elle au point de construire un rapport de force suffisant pour faire reculer l'ennemi.

Cette logique, fondée sur les intérêts qui opposent irréductiblement les deux classes, c'est celle où la classe ouvrière affronte la classe bourgeoisie avec ses armes que sont la grève, la violence de masse, la solidarité de classe, sur son terrain qui est d'abord celui des entreprises où se fait ou non la production, où l'on peut toucher le point sensible des patrons : le profit !

Or, où en sommes-nous sur ce terrain ?

Depuis le début, les actions à Longwy, Denain, sont restées dispersées, isolées. Leur jonction ne s'est toujours pas faite avec celles des sidérurgistes de Fos ou de Dunkerque, maillons essentiels pour frapper les barons de l'acier à la caisse. L'unité et la coordination de ces actions ne se sont pas renforcées.

Le temps passe et le temps presse ! Que l'ennemi dresse des obstacles sur le chemin de l'unité, voilà qui n'a rien pour surprendre. Mais ceux qui laissent planer des illusions sur ce qui peut sortir des discussions avec le patronat et le gouvernement ou d'une session extraordinaire de l'Assemblée se prêtent aux manœuvres de l'ennemi et contribuent à retarder l'unité nécessaire. De même, ceux qui, sur le terrain, préfèrent mettre en avant leur intérêt de chapelle, comme à Denain le 10 mars, où des responsables du PCF et de la CGT n'ont cherché qu'à accaparer la manifestation, jusqu'à passer sous silence la venue, en signe de solidarité, de 120 sidérurgistes de Longwy, à l'appel de la CFDT... De même, les dirigeants du PCF et certains de la CGT qui prétendent que la responsabilité des licenciements reviendrait à l'« Europe allemande », et proposent de lutter contre le « déclin de la France » ; en somme pour la supériorité de nos capitalistes sur leurs concurrents !

C'est bien à l'unité des luttes et à la solidarité avec celle des sidérurgistes qu'aspirent les dizaines de milliers de travailleurs qui participent à la marche sur Paris. Il reste bien à faire et bien des obstacles à surmonter pour qu'elle se réalise.

L'intérêt des travailleurs est que se multiplient les initiatives pour que se développe la solidarité et se coordonnent les actions entre les différents secteurs de la sidérurgie.

L'intérêt des travailleurs est que se multiplient les initiatives permettant de faire converger les luttes des sidérurgistes et des autres.

L'intérêt des travailleurs, c'est que la cible soit claire : le patronat et son gouvernement, les monopoles qui dominent l'économie de notre pays et qu'il faut frapper à la caisse !

- Pour frapper les monopoles à la caisse, Denain, Longwy, Dunkerque, Solmer, solidarité !
- Unissons nos luttes ! Frappons tous ensemble et en même temps !
- Non au chauvinisme ! Solidarité des ouvriers français et allemands !



La force des maquis réside dans les campagnes, elle est basée sur le peuple. Photo prise au Cambodge en 1977.

L'AGRESSION VIETNAMIENNE AU CAMBODGE

A la frontière entre le Cambodge et la Thaïlande

Interview de deux journalistes américains

Steven Helder et George Hildenbrand sont deux spécialistes américains des affaires du Sud-Est asiatique. L'un et l'autre ont écrit plusieurs articles dans des revues américaines, ces dernières années. En février dernier, ils étaient à la frontière entre la Thaïlande et le Cambodge. Un journaliste de The Call les a interviewés à leur retour.

CHINE

Ne pas tout miser sur les prêts étrangers

DANS une interview accordée au Quotidien des ouvriers, chinois, Kangshien, vice-premier ministre du conseil des Affaires d'Etat, a déclaré que toutes les entreprises chinoises devaient pratiquer l'économie, pour pouvoir augmenter la production. Certaines entreprises gaspillent beaucoup et ont une mauvaise gestion, ce qui les oblige à compter beaucoup sur les subventions de l'Etat.

Kangshien a aussi déclaré que pour se moderniser, la Chine avait besoin de fonds considérables mais que, en tant que pays socialiste, elle devait compter avant tout sur son accumulation intérieure, et non s'abandonner aux prêts étrangers. Il a insisté là-dessus en disant que les quatre modernisations en Chine n'aboutiront pas au moyen d'achats à l'étranger et d'emprunts, mais qu'elles ne pourront être réalisées que par les efforts inlassables des ouvriers, paysans et intellectuels chinois.

Baisse des prix pour les tissus

LES prix de certains textiles synthétiques viennent d'être baissés en Chine. Il s'agit de tissus mixtes, coton-polyester, qui ont été réduits de 20%. Ainsi, les consommateurs chinois réaliseront chaque année une économie de l'ordre de 200 millions de yuan. Le prix au détail des cotonnades blanches en yinyin est passé de 1,5 à 1,2 yuan.

Q : En vous basant sur votre visite en Thaïlande, que pouvez-vous nous dire sur la résistance du peuple cambodgien à l'invasion vietnamienne ?

Helder : Nous avons discuté avec beaucoup de Thaïlandais et de journalistes étrangers qui sont entrés au Kampuchea à partir de la Thaïlande et ont rencontré des forces cambodgiennes. Presque partout, ils ont vu des femmes, des enfants et d'autres gens qui menaient des activités nécessaires à une guerre populaire classique.

Tout le monde est armé, et presque : les enfants, les vieux, les femmes ; ils prennent des tours de garde pour protéger le périmètre de l'endroit où ils se trouvent. Mais leur tâche principale semble être de travailler à la production, de riz par exemple, ou préparer des rations pour les soldats du front. On voit aussi des gens qui construisent des trappes et des pièges avec des matériaux qu'ils trouvent sur place.

D'après ce que disent ceux qui ont été là-bas, et qui ont pris des photos, on a vraiment l'impression qu'il y a un très haut niveau d'organisation parmi tous les Cambodgiens qui habitent près de la frontière. Si cette caractéristique est plus étendue, on devrait en conclure que la résistance devrait être plutôt puissante.

Hildenbrand : Etant donné les histoires qu'on a entendues sur les horreurs au Cambodge, on pourrait penser, si c'était vrai, que les gens se précipiteraient aux frontières pour sortir. Mais ce n'est pas du tout le cas. Le fait qu'il soit facile de sortir, et que pourtant les gens semblent vouloir rester, suggère qu'ils ont choisi

de résister à l'invasion vietnamienne.

Q : Avez-vous pu apprendre quelque chose au sujet du rôle des Vietnamiens ?

Helder : On a entendu une histoire au sujet d'un village, quelque part près de la frontière et où les forces vietnamiennes avaient fait une attaque. Deux à trois cents Vietnamiens soutenus par des blindés participaient à cette attaque. D'après ce qu'on a entendu, il n'y avait qu'un seul Cambodgien avec eux. Il servait d'interprète et était en fait originaire d'une ethnie cambodgienne du Vietnam. Les forces vietnamiennes occupèrent le village deux ou trois jours et en furent ensuite chassés.

Des gens qui ont visité d'autres régions m'ont également rapporté que les chars vietnamiens avaient déjà des problèmes de manques de carburant. Le long des axes routiers principaux dans la province de Battambang, on peut voir des chars abandonnés. A partir de tout cela, on a l'impression que, du moins dans certains cas, les Vietnamiens sont en mauvaise posture et que leur soutien blindé devient inefficace, à cause de la pénurie de carburant.

Hildenbrand : Nous pouvons aussi dire que certains des journalistes pro-soviétiques qui avaient été invités à visiter Phnom Penh par le régime de Heng-Samrin nous ont récemment dit en privé qu'ils ne trouvaient pas beaucoup de réalité au régime de Heng-Samrin aussi bien en ce qui concerne un soutien populaire qu'en ce qui concerne la mise sur pied d'une administration. C'est une indication supplémentaire du caractère ar-

tificiel et téléguidé de ce régime.

Helder : Nous avons également appris qu'à Battambang, les éclaireurs de Heng-Samrin qui collaboraient avec les Vietnamiens pour renseigner la colonne d'invasion la mirent en garde sur le fait qu'il était très peu sûr de s'aventurer à plus de deux kilomètres des axes routiers principaux, ce qui indique que les Vietnamiens sont dans une situation difficile, pour ne pas dire impossible, pour opérer à l'intérieur du pays.

Q : Savez-vous quelque chose au sujet des antécédents de Heng-Samrin, le dirigeant du régime installé par les Vietnamiens ?

Helder : Eh bien c'est une histoire assez longue et compliquée. Au début de l'année 1978, j'ai réussi à obtenir d'un journaliste qui revenait du Vietnam un document que les Vietnamiens disaient avoir capturé aux forces cambodgiennes. C'était supposé être un document secret du Parti cambodgien émanant de la région est du pays, détaillant la politique du parti vis-à-vis des problèmes qui se posaient le long de la frontière vietnamo-cambodgienne.

Fondamentalement, la position que reflétait ce document était que le Cambodge n'attaquerait pas le Vietnam, mais que si le Vietnam l'attaquait, le Cambodge contre-attaquerait. Sur la première page du document, une note manuscrite précisait : « Document à transmettre au camarade Rin, président du comité pour la quatrième division région est ».

De nombreuses indications obtenues par ailleurs démontrent que ce Rin était en fait Heng-Samrin. Si l'on pense à ça, il apparaît assez invraisemblable que les Vietnamiens aient juste-

ment réussi à s'emparer d'un document du quartier général de la région de Heng-Samrin. Il est beaucoup plus probable que Heng-Samrin ait transmis lui-même aux Vietnamiens tous les documents secrets du parti communiste cambodgien au fur et à mesure qu'ils lui étaient adressés, et qu'en fait, il ait joué en quelque sorte un rôle de Kim Philby*.

Heng-Samrin est quelqu'un qui fut infiltré dans les rangs de la révolution cambodgienne par les Vietnamiens (en fait, en 1959, selon sa biographie officielle), qui monta aussi haut qu'il le put et, quand il lui devint impossible d'opérer plus longtemps, il s'enfuit au Vietnam tout comme Philby le fit en URSS quand il fut sur le point d'être découvert.

Q : Quel est votre sentiment sur la manière dont la résistance va se développer dans les mois à venir ?

Hildenbrand : Les Vietnamiens vont baser leur effort militaire sur une invasion de type américain, au moyen de blindés lourds et d'avions. Les gros blindés aussi bien que l'aviation vont à coup sûr avoir de très gros problèmes, lors de la saison des pluies qui commence en avril.

Il est également important d'avoir en tête comment les Cambodgiens conçoivent toute cette affaire et qu'ils n'ont pas été abattus par cette « victoire-éclair » dont la presse a parlé, au début janvier. Les Cambodgiens insistent sur leur principe de « rester maîtres de la situation », ce qui signifie qu'ils ne combattent pas là où ils sont en position de faiblesse. Ils ne combattent que quand ils sont les plus forts. Leur force réside dans les campagnes, basée sur le peuple, et ils peuvent compter sur la guerre populaire. Ils ne vont pas affronter directement des divisions blindées vietnamiennes, ils ont pris la décision de ne pas se battre pour les villes, mais de se retirer dans les campagnes.

Mon impression serait qu'ils s'y sont préparés depuis longtemps, qu'ils ont des munitions, des stocks de nourriture mis à l'abri dans les campagnes et qu'ils raisonnent à très long terme.

Q : D'après vous, quelle est la cause fondamentale de la situation actuelle au Cambodge ? Quel est l'enjeu de ces combats ?

Hildenbrand : Je ne pense pas qu'il puisse être question d'un simple problème de frontières. La racine du problème est que le Vietnam se sent des droits spéciaux au Cambodge, plus de droits même que le peuple cambodgien. Il y a tout un historique des ingérences des Vietnamiens dans le parti cambodgien, dans son appareil d'Etat et dans son armée pour édifier un noyau de gens qui soient favorables à la très proche coopération qu'ils exigent.

Le Nœud de tout ce dont nous parlons, c'est la question de l'indépendance. Les Cambodgiens veulent avoir leur propre révolution, selon leurs propres conceptions politiques et selon leurs propres nécessités de développement. Cela apparaît comme totalement inacceptable pour les Vietnamiens.

*Célèbre espion soviétique infiltré à la tête du contre-espionnage britannique dans les années 50.

Le droit de grève en danger

DEPUIS le début de la semaine, le gouvernement a repris avec un nouvel élan la campagne entamée à l'automne contre le droit de grève dans ce qu'il appelle « les services publics ». On se souvient des déclarations de Barre au moment où postiers et cheminots avaient déclenché plusieurs mouvements en octobre, novembre derniers. Il parlait de « l'irresponsabilité » des grévistes de la SNCF et des PTT qui pouvaient se permettre de faire grève n'importe quand à propos de n'importe quoi car ils savaient que leur emploi n'est pas menacé, contrairement au privé. Cette contre-vérité flagrante (il y a des réels problèmes de l'emploi dans le secteur nationalisé, car on embauche des vacataires qu'on ne titularise pas), devrait servir à appuyer une campagne remettant en cause le droit de grève des travailleurs dont l'arrêt de travail a une réelle portée sur la vie économique : PTT, SNCF, EDF... En somme, les travailleurs ont bien le « droit » de faire grève... si personne (ou presque) ne s'en aperçoit !

La grève de TDF, dimanche dernier, a relancé le débat. Aussitôt, J. P. Lecat, ministre de la Culture, a protesté contre ce qu'il a appelé « un coup de force inadmissible » et il travaille à un projet de loi remettant en cause le programme minimum à la télévision : même s'il y a grève, il y aurait « réquisition du personnel » pour assurer un programme sur la plus grande partie de la journée.

A sa suite, à l'occasion des grèves qui continuent ces jours-ci dans les centrales électriques, Charles Chevrier, directeur général de l'EDF, a repris la même rengaine, appuyé mercredi soir par André Giraud, ministre de l'Industrie, qui trouve que les coupures de courant, motivées « par la défense d'intérêts particuliers portent un préjudice grave à toute l'économie du pays ».

Chevrier, de son côté, disait : « La grève est un droit imprescriptible, mais il convient de l'exercer avec discernement, l'électricité étant devenue un élément aussi important que l'eau ou l'air à la vie du pays ».

Enfin, comme une semaine d'action se déroule en ce moment dans les PTT, Norbert Ségard, secrétaire d'Etat aux PTT, a ajouté sa voix au chœur : « Il n'est pas normal que, dans le

cadre d'un service public, on s'amuse avec le droit de grève comme on le fait. Je dénonce sévèrement ceux qui, sans avoir conscience de leurs responsabilités, perturbent la vie du pays, mettent les entreprises en difficulté et créent un certain chômage ».

Dans l'enseignement aussi, où de nombreuses luttes ont éclaté contre les fermetures de classes et les suppressions de postes, le droit de grève est menacé par la réquisition : Beullac, ministre de l'Enseignement, n'avait-il pas déclaré en octobre : « Si la surveillance risque de ne plus être assurée convenablement du fait de la grève générale, il appartient au directeur de faire appel aux maîtres grévistes qui sont juridiquement tenus d'assurer un service de sécurité ».

Déjà, cette règle qui n'est pas appliquée pour les enseignants est effective pour le personnel de service et d'entretien des écoles car les textes très flous à ce sujet le permettent.

On le voit donc : tout se recoupe. Certes, le gouvernement n'osera pas attaquer de front le droit de grève qui est un des droits fondamentaux des travailleurs dans notre système dit « libéral ». Il a trop peur de soulever une levée de boucliers. C'est donc par le biais de « service minimum », de service de « sécurité » (comme ça existe dans certaines entreprises privées comme la chimie et pétrochimie) qu'il s'en prend au droit de grève. Ainsi, pour une catégorie de travailleurs (qui deviendra de plus en plus grande), le droit de grève existera sur le papier, mais plus dans les faits, les directeurs pouvant imposer la réquisition.

Cette manœuvre qui se prépare requiert la vigilance de tous les travailleurs. Peut-on accepter de ne lutter que lorsque la bourgeoisie le tolère ?

Claire MASSON

Ça grogne dans les hôpitaux de la Seine-Saint-Denis

Grève reconductible à l'hôpital de Montreuil

LES mesures Veil, tout le monde en a entendu parler : d'abord, à cause des augmentations des cotisations de Sécurité sociale et ensuite parce qu'on a entendu dire à la radio, à la télévision qu'il allait falloir restreindre les dépenses d'hospitalisation, qu'il y avait trop de personnel dans les hôpitaux, etc.

Alors, nous, hospitaliers, on s'est dit : « Soyons sur nos gardes, ça va être à notre tour de goûter aux joies de l'austérité ». Ça n'a pas tardé :

Janvier 1979, retour du budget : 1% tout juste d'augmentation des effectifs. A Montreuil, 11 postes créés pour 150 demandés par le conseil d'administration. Abandon aussi à Montreuil d'un projet de service de 120 lits de convalescence et rééducation.

Abandon à Aulnay d'un projet de service de neurologie indispensable pourtant du fait de la proximité d'une énorme zone industrielle (Citroën entre autres) et d'un important réseau autoroutier. Menaces de licenciements à l'hôpital psychiatrique de Ville-Evrard.

Non-remplacement ou remplacement minimum des congés. Multiplication des contrats à durée limitée (trois mois renouvelables ou non) 150 auxiliaires sur 700 travaillent à Montfermeil.

Remise en cause des ac-

quis : ça a commencé par Montreuil, où la prime de contagion est retirée fin février à plusieurs catégories qui l'avaient acquise depuis plusieurs années et le ministère menace sérieusement de supprimer tous les « avantages indûment acquis » autrement dit grâce à la pression des travailleurs.

Tout ceci ajouté au manque criant de matériel, d'hygiène, au rythme accru de travail dû aux consignés du ministère (« Il faut accélérer la rotation des malades dans les hôpitaux » dit-on en haut lieu), la colère a monté. C'est à Montreuil qu'on a démarré, pour le rétablissement de la prime de contagion et son extension à l'ensemble du personnel.

Les trois syndicats CGT, CFDT, FO ont appelé à des assemblées générales : le personnel y a répondu massivement et on a décidé d'engager l'action aussi pour l'embauche, la titularisation des auxiliaires, les 35 heures par semaine, la 5e semaine de congés, etc.

On a contacté les autres

hôpitaux de la Seine-St-Denis et d'assemblée générale en manifestation, on est allés à la Direction d'action sanitaire et sociale (DASS) à la préfecture, au ministère perturber une inauguration à laquelle participaient ces messieurs de la DASS, puis un colloque des directeurs d'hôpitaux sans doute occupés à voir comment mettre en application les fameuses mesures Veil.

Pour finir, devant l'intransigeance des autorités, à Montreuil, le personnel votait vendredi 16 mars la grève reconductible avec grève administrative. Dans les autres hôpitaux de la Seine-St-Denis, la mobilisation monte aussi.

Seulement, si à la base c'est la volonté de lutter, de s'unir qui domine, reprise d'ailleurs par certains sections syndicales CGT entières comme à Montreuil et à Montfermeil, au niveau des états-majors syndicaux, les préoccupations sont différentes : contrôler, diviser, opposer CGT et CFDT, éviter les formes de grèves dures, etc.

C'est ainsi qu'on a vu le responsable fédéral CGT engueuler des travailleurs venus manifester au ministère et leur reprocher de ne pas l'avoir prévenu de leur initiative.

Et puis pour l'instant, la

coordination entre hôpitaux s'est faite uniquement par des initiatives de syndicats de base, les permanents départementaux étant plus occupés à préparer le 23 mars qu'à soutenir l'action engagée dans les hôpitaux. « On verra après le 23 ! »

C'est leur rengaine ! Et après le 23, ce sera le 29, et après... Bien sûr qu'on participera massivement, CGT et CFDT, à la manifestation des sidérurgistes le 23 mars, mais nous, on pense que la meilleure forme de solidarité, c'est encore d'être en lutte, nous aussi pour l'embauche, contre la politique de crise des capitalistes.

Alors maintenant, notre souci, c'est d'aboutir sur nos revendications à Montreuil où l'épreuve de force est engagée, de renforcer l'action dans la Seine-St-Denis et si possible de déboucher sur un mouvement d'action nationale du secteur santé. Ce sera d'ailleurs le sens des interventions de plusieurs hôpitaux de la Seine-St-Denis au congrès fédéral CGT-santé qui se tient actuellement parce qu'il y en a marre de se faire écraser par ce pouvoir d'exploiteurs chez nous, l'heure est à la lutte maintenant.

Une militante de l'hôpital intercommunal de Montreuil

Session extraordinaire du Parlement

Une mauvaise farce

UNE semaine après la fameuse réunion extraordinaire du Parlement, les comptes de son efficacité sont vite faits. Réclamée puis convoquée à grand renfort de déclarations tonitruantes contre Giscard-Barre, cette session de l'Assemblée nationale n'aura été finalement qu'une mauvaise farce jouée à la face des travailleurs.

Session pour mettre le gouvernement en accusation sur la question du chômage ?

Barre réaffirmait avec sa morgue habituelle aussitôt après : « Il ne faut pas dire que le plan de restructuration (de la sidérurgie)

est suspendu ou remis en cause ».

Evidemment, ce ne sont pas les claquemets de pupitres, les injures et les tirades échangées au Parlement qui auront entamé l'obstination de Giscard-Barre à refaire une santé aux monopoles au prix du chômage des travailleurs et de la ruine des régions.

L'échéance est présente dans tous les têtes : 20 000 licenciements d'ici l'été. L'exigence de tous les sidérurgistes, c'est l'annulation de tous les licenciements. Face à cela, du côté du pouvoir, on multiplie les discussions à propos de ces licenciements. N'est-ce pas dans le seul souci de gagner du temps ?

Avant la session parlementaire ce furent les rencontres avec Boulin, Giraud les auxiliaires de Barre, puis les rencontres avec les PDG d'Usinor et de Sacilor.

Mais quel est donc l'interlocuteur qui pourra faire aboutir la volonté des sidérurgistes, leur refus de tous les licenciements, sinon les sidérurgistes eux-mêmes ?

Des avocats et des bonnes âmes prêtes à discuter sur le sort des travailleurs de Longwy et de Denain il n'y en a eu que trop.

Même à gauche, les partis du défunt Programme commun ne sont capables de s'unir que pour se faire élire aux conseils généraux ! La

seule voie que soit en mesure de faire trembler le gouvernement comme elle fit trembler ses préfets, c'est celle de la classe ouvrière unie, solidaire en premier lieu des sidérurgistes qui surent recourir à des actions énergiques et massives c'est dans cette voie qu'il faut avancer.

A côté de cela, la session parlementaire n'aura été qu'une piètre discussion pour essayer de canaliser la lutte ouvrière sur le terrain douteux des joutes politiciennes.

Si ce n'est la création de deux commissions d'enquêtes, qu'en restera-t-il ?

Pierre MARCEAU

AU JOUR LE JOUR



Interview de Michel Camerlynck, délégué CFDT à Usinor-Dunkerque

« Ce qu'on voudrait C'est une lutte à Dunkerque qui fasse obstacle au plan de restructuration »

Q : Depuis plusieurs mois, nous menons une campagne pour développer la solidarité entre sidérurgistes de Longwy, Denain, Dunkerque. Nous pensons précisément que les 11 000 d'Usinor-Dunkerque peuvent, par leur action, porter un coup terrible à Usinor et apporter un soutien important à ceux de Valenciennes et de Lorraine. Comment vois-tu cette question ?

R : C'est un fait. Pour les patrons de la sidérurgie, Dunkerque possède une grande importance. Ils ont décidé l'agrandissement du quatuor d'ici 1980 (par la mise en place d'une deuxième cage) et celui de la cokerie. Ils veulent aussi faire tourner le HF4 au maximum : ce HF4 qui peut produire 10 000 tonnes par jour et qui n'a jamais bien marché. Ils ont déjà agrandi le gueulard à la base pour éviter les accumulations de charges. Le but est clair : ils veulent conserver quelques pôles importants, notamment Dunkerque et Fos et pour Usinor limiter leurs investissements à une seule usine. On parle de liquidation de Montataire et de restructuration chez Mardycq qui fait le même type de production (laminage à froid). Le résultat serait la concentration de toute la production sur Dunkerque et Fos mais sans augmenter les effectifs, en les restreignant plutôt. Cela entraînerait une dégradation des conditions de travail. A un moment, ils voulaient déjà regrouper les bureaux de Mardycq et Dunkerque pour en faire un seul bureau. Ça aurait permis de supprimer du personnel au grand bureau de Dunkerque. En ce moment, il y a le problème du parc des Mataglo ; ça travaille pour Denain et quand Denain ferme, une trentaine de personnes sont menacées. La direction, bien sûr, assure qu'il n'y aura pas de licenciements.

Q : Les travailleurs d'Usinor-Dunkerque sont-ils conscients du rôle qu'ils peuvent jouer pour créer un rapport de force en faveur des sidérurgistes ?

R : Les gars veulent faire quelque chose, c'est sûr. Le 16 février, on comptait 70% de grévistes. Bien sûr, la direction a donné beau-

coup de bons de sécurité et, dans ces conditions, c'est difficile à exprimer, mais on peut dire que massivement les travailleurs étaient dans l'action. Et lorsqu'il y a eu de la bagarre avec les flics, à Denain, le 7 mars, il y a eu un débrayage sur le tas en signe de solidarité. L'aciérie et l'atelier central ont débrayé à 100%. La volonté d'agir est réelle mais ce qui fait défaut, c'est l'organisation et la direction des travailleurs pour l'action. Bien sûr, bloquer Dunkerque, ce serait mettre un frein au plan de restructuration et le remettre en cause. Je crois que les gars sont conscients de ça. De son côté, la direction craint beaucoup une telle chose. Après la lutte, à la mi-février, à la cokerie, les travailleurs voulaient une classe d'augmentation et l'amélioration des conditions de travail. Au bout de quinze jours, la direction a lâché une demi-classe pour certains, un quart de classe pour d'autres (pour diviser, bien sûr). Ça a prouvé aux gars que la grève paye et ça a prouvé au reste de l'usine qu'en bloquant la production, on obtient quelque chose. Il y a eu aussi des débrayages pour des augmentations de salaires à l'énergie et aux hauts fourneaux et, depuis le 16 mars, ce sont ceux de la SEM (électro-mécanique) qui font des débrayages sur des revendications analogues à celles de la cokerie. Tout ceci prouve qu'un petit peu à la fois, dans toute l'usine, les gens prennent conscience. Nous, on cherche dans l'usine le thème mobilisateur le plus fort pour le relier à Denain et Longwy. Ce qu'on voudrait, c'est une lutte à Dunkerque qui fasse obstacle au plan de restructuration. On ne peut pas dire aux gars : lutez seulement par solidarité avec Denain et Longwy. Ça ira un jour ou deux, mais pas plus. Mais, par contre, en se battant sur leurs propres revendications, ils peuvent aller plus loin et frapper plus fort.

Q : Pour la marche sur Paris, quelle a été la position de la section CFDT de Dunkerque ?

R : Il y a beaucoup de gens qui disent dans l'usine : « Si on fait grève le

23, c'est pour aller à Paris ». Donc, on a décidé d'aller à Paris et de participer activement à la marche. On mobilise activement militants et adhérents pour qu'ils répercutent sur le tas et entraînent un maximum de travailleurs. De son côté, la CGT a annoncé quarante bus pour Paris. Pour les gars, c'est sûr, la marche c'est une action. Certains disent : « On n'ira pas les mains dans les poches ». La marche, ça peut être une étape importante s'il se passe de bonnes choses. Mais on voit mal pour le moment ce qui pourrait se passer qui ferait céder Usinor. Par contre, sur le tas, sur le terrain de la production, on est plus fort que les patrons d'Usinor, c'est nous qui avons la production dans les mains et pas eux. Là, on peut gagner.

Q : Après le mouvement « Bassin mort » du 21 mars, la CFDT a lancé la marche sur Dunkerque pour le mardi 27 mars. Peux-tu nous préciser le contenu de cette action et ses objectifs ?

R : Le problème, c'est de poursuivre la lutte après la marche du 23. Le 27 mars, Denain, Longwy et Sedan marchent sur Dunkerque. On attend 30 000 gars à Dunkerque. Ça devait se faire au départ le 13 mars mais c'était irréaliste et ça a été reporté au 27. Ce jour-là, on appelle à la grève à Dunkerque, la CGT est d'accord. On fera des pickets de grève, il y aura un meeting pour que chaque boîte s'exprime et ensuite on fera une sorte de grand débat pour qu'on confronte un peu nos expériences. L'après-midi, il y aura une manifestation à Dunkerque. Au meeting, on compte beaucoup sur les prises de parole de Denain et de Longwy pour mobiliser ceux de Dunkerque. On pense profiter de l'occasion pour appeler les travailleurs à se déterminer pour lancer la lutte. Ainsi, si la marche du 23 ne débouche pas sur quelque chose, celle du 27 permettra de relancer l'action en frappant au point sensible. Le 27, on attend des venues en masse à Dunkerque et pas de simples délégations.

Propos recueillis par Rémi DAINVILLE



La solidarité, il suffit d'y appeler pour qu'elle s'exprime largement comme le 16 février : à Valenciennes, ci-dessus, plus de 60 000 personnes. A Dunkerque, ci-dessous, plusieurs milliers (Photo HR)



C'était mercredi, devant le siège de l'UIMM, où la direction confirmait les licenciements à Longwy. Les sidérurgistes de Longwy étaient là. Il y eut affrontement avec la police... Sur le terrain, leurs camarades stoppaient l'usine à oxygène qui alimente les hauts-fourneaux du bassin. Ce jeudi, en accord avec les postiers, ils ont apposé un tampon « Longwy viva » sur plusieurs centaines de lettres dans un bureau de poste de Longwy.



Pour aller au meeting du 9 mars, dans le grand hall du train à bandes d'Usinor les femmes aussi sont là (Photo HR).

Mercredi à Paris

150 sidérurgistes devant l'UIMM

CENT cinquante sidérurgistes d'Usinor de Longwy sont venus mercredi à Paris pour accompagner une délégation qui devait négocier avec Etchégaray, PDG du trust. Dès leur descente des trois cars qui les avaient conduits devant le siège de l'Union des Industries Métallurgique et Minière, avenue de Wagram à Paris, ils bloquaient la circulation. Il était un peu plus de 10 h 30.

Au bout d'un moment, une quarantaine de flics débarquaient et les bousculaient pour qu'ils dégagent la rue, provoquant l'indignation des sidérurgistes, qui firent valoir leur bon droit de manifester dans la rue. Interpellés par les ouvrières et ouvriers présents, les flics répondirent par des insultes du genre : « Vous n'allez pas faire ici le bordel que vous avez fait à Longwy » ou encore « Priocité à la circulation sur l'emploi » comme lança un commandant ou gradé du même genre qui se croyait sans doute malin. Au Pandore qui leur dit « Si vous coulez du travail il n'y qu'à foutre les ratons

dehors », une ouvrière répondit que les étrangers avaient bien le droit de vivre aussi. Un autre flic se permit de dire : « De toute façon, vous n'êtes pas rentables », il lui fut demandé si l'était, ce à quoi il évita de répondre. Bref, les flics étaient à la fête. Après avoir fait barrage un moment le long du trottoir pour empêcher les sidérurgistes de bloquer la circulation, les flics durent se retirer sur le trottoir d'en face ainsi que l'exigeaient les licenciés en puissance. Après une heure et demie environ, la délégation, composée de 12 personnes ressortit et fit part de sa discussion avec Etchégaray. Ce

dernier avait réitéré ses promesses de mettre pendant deux ans les ouvriers licenciés en formation professionnelle et envisagé la possibilité de modifier le plan de licenciements mais, évidemment, rien n'était sûr. Ces propositions n'ont d'autre but que de faire traîner les choses semble-t-il.

Personne n'était dupe chez les ouvriers. Chèreque, secrétaire général de la fédération générale de la métallurgie CFDT, s'entendit dire par un sidérurgiste qu'il fallait rompre les négociations. Le mécontentement était donc gros devant un résultat aussi maigre. La discussion devait se poursuivre dans l'après-midi.

« De toute façon, annonce un gars, la centrale à oxygène a été bloquée à neuf heures ce matin et le restera jusqu'à la fin de la négociation ». Cette centrale alimente toutes les usines sidérurgiques de Longwy qui n'ont pu en conséquence produire ce mercredi.

« Je ne veux pas partir, je ne partirai pas »

Rencontre avec des femmes de Denain

ASTRID Camus habite cité Martin en face d'Usinor, à Denain. Son mari est tailleur de pierres à Valenciennes. Après avoir suivi un stage à Usinor en 1976, elle est embauchée pour six mois en mars 1978. Son travail ? Perfo-vérif : c'est elle qui réalise les fiches d'entrée, les fiches de stocks, les fiches de paie, etc. Mais au-delà de six mois, Usinor est obligé d'embaucher. Alors, au bout de six mois, Astrid est licenciée. Elle travaille un moment à la Sada comme perfo, mais elle devient chômeuse à partir de décembre 1978.

Les licenciements à Usinor ?

« Je n'admets pas ce qui se passe. On parle bien sûr de la grande manifestation du 16 à Valenciennes. Le 16, j'ai dit, j'ai et j'y suis allée. Mais ça fait mal de voir Denain mort comme ce jour-là. On voit ce que cela pourra devenir peut-être plus tard. Mais moi, je veux rester ici, je ne veux pas partir. Je ne partirai pas ».

La cité où elle habite est une cité Usinor, comme toutes les autres cités, comme la cité Bassemor ou la Chapelle de Lourches ou encore la cité Werth, la cité Nervo. Que vont devenir ces maisons si Usinor les abandonne ?

L'autre problème, c'est celui des enfants. Usinor s'en va, les écoles d'Usinor ferment.

A Lourches, l'école Jean Macé ferme, la municipalité

ne pourra pas entretenir les locaux. Ailleurs, l'école maternelle d'Usinor, rue Renan, a déjà été fermée en juin 1978.

La mère d'Astrid, vieille Polonoise : « Non, Usinor ne peut pas fermer. Si les jeunes partent, que vont devenir les vieux ? Ils n'ont plus qu'à mourir ! ».

Nous parlons de la solidarité entre les bassins sidérurgiques, de l'unité entre les travailleurs. La mère me dit : « Le gouvernement a peur de la liaison entre les Lorrains et les Nordistes ». Astrid enchaîne : « Quand on voit comment ils censurent ce qu'on fait à Denain, on se dit qu'on ne sait rien du tout sur ce que font les Lorrains. En Lorraine, ils font des choses, des manifestations, des démonstrations. On ne sait rien ».

La mère d'Astrid : « Pour l'ouvrier, s'il y a échec à

Denain, c'est très grave, c'est fini ». Astrid, soudain : « on ne sait pas quoi faire, on est vraiment acculé, il faut se battre ».

Astrid lance à travers la pièce :

« Rien à faire, c'est mon usine, elle ne fermera pas ».

Et les femmes ? Astrid : « Les femmes, elles ne se sont pas encore organisées. Je trouve que les femmes ne se débrouillent pas assez, bien sûr, elles ne sont pas assez au courant. Il y aurait plus de monde dans la lutte si les femmes étaient informées ».

Rémi DAINVILLE



A Denain, toute la population est solidaire. Pour aller manifester comme pour riposter à la répression policière, les sidérurgistes ne sont jamais seuls (Photo HR).

MAIZIERES-LES-METZ (LORRAINE)

Le 19, opération « coup de poing » avec ceux de la Sotracommet

Lorraine. Correspondance

UNION patronale, préfecture, syndicat n'ont donné aucune réponse aux « Sotra » pour les indemnités de licenciements (220 licenciés). Nullement découragés... les « Sotra » avaient décidé de frapper plus fort pour se faire entendre : c'est ce qu'ils ont fait le 19 mars.

A sept heures du matin, plusieurs dizaines d'entre eux rentrent dans les grands bureaux centraux de la Sollac à Florange-Ebeange.

Ils passent presque inaperçus, mêlés à quelques 800 employés qui travaillent dans ce grand immeuble.

A 8 h 30, un second cortège (10 à 15 voitures) quittent la Sotracommet occupée, suivi de près par une voiture de gendarmes. C'est le renfort ! Quand il arrive aux grands bureaux, tout le hall d'entrée est déjà occupé. Les « Sotra » sont bien organisés. Dans la bonne humeur, on s'installe dans l'attente. Un groupe parcourt les étages pour diffuser un tract dans tous les bureaux. Il sera bien accueilli en général. Le tract a pour titre : « Sollac-Sacilor-Sotra, même combat ».

Il explique pourquoi les Sotra ont choisi aujourd'hui la Sollac comme cible :

— Parce que Sacilor-Sollac était signataire de l'accord de reprise de 1976 ;

— Parce que Sacilor-Sollac détient 25 % des parts à l'Assurance de garantie des salaires (association patronale qui refuse de payer les licenciés de Sotracommet).

Jusqu'à 13 heures, tout est calme. A ce moment-là, profitant du fait que la plupart des employés sont partis manger au self, une cinquantaine de flics prennent position dans les couloirs, coiffant tout le monde dans le hall. Aussitôt, un responsable CFDT explique que les « Sotra » ne sont pas venus « casser » mais, qu'en cas d'intervention policière, on ne sait pas ce qui peut arriver. Déterminés, les travailleurs bloquent les portes vitrées, entassant chaises, fauteuils, tables, plantes vertes, pour barrer la sortie et faire face aux flics. Devant la détermination des « Sotra », devant le risque d'affrontement violent, les flics hésitent. Ils hésitent d'autant plus que les employés des bureaux viennent voir ce qui se passe, que des délégués CFDT, prévenus à la hâte, arrivent de différentes boîtes du coin.

Après de longues discussions, après des coups de téléphone au sous-préfet, puis au préfet lui-même, les flics décident de ne pas provoquer d'affrontement. Vers 15 heures, les « Sotra » décident de quitter ensemble les bureaux. Ils sortent en chantant l'Internationale et lancent deux fois : « Ce n'est qu'un au-revoir », la première fois en direction des flics, la seconde, sur un tout autre ton, aux employés qui sont tous derrière les fenêtres de leur bureau.

Dès leur sortie, les « Sotra » bloquent les deux entrées du parc obligeant les flics à sortir par un chemin détourné puis le cortège de voitures se reforme et tourne autour des bureaux en klaxonnant.

Pour finir, on part tous ensemble à Thionville. Là, devant la sous-préfecture, on retrouve les copains de Soloci qui occupent leur usine à Koenigsmaier. Ce matin, ils ont réussi à empêcher l'huissier de procéder à la vente des machines. Ensemble, les « Sotra » et les « Soloci » bloquent la route pendant qu'une délégation va voir le sous-préfet. Il est d'ailleurs bien protégé. La sous-préfecture, transformée en camp retranché, regorge de flics de toutes sortes.

Que se passe-t-il à Usinor-Montataire ?

ALORS que la question de l'unité des sidérurgistes contre l'attaque patronale est à l'ordre du jour, il nous a semblé utile de donner quelques éléments d'information sur la situation à l'usine d'Usinor à Montataire, dans l'Oise. Nous avons demandé à un travailleur d'Usinor de nous donner quelques premières indications. Il nous dit ici comment il voit les choses.

HR : Peux-tu nous présenter l'usine ?

R : C'est une usine de laminage à froid qui va être

concernée par une autre usine d'Usinor, à Mardyck. Elle reçoit des tôles, sous forme de bobines. Elles passent dans des décapages à l'acide sulfurique puis sont laminées à froid et ensuite recuites avec des atmosphères spéciales pour restituer la structure moléculaire.

Il y a 2 370 ouvriers. A l'heure actuelle, les départs en retraite ne sont pas remplacés.

HR : Et les syndicats ?

R : La CGT est très largement majoritaire. Aux élections de délégués du personnel la CGT a obtenu 72,55 %, la CFDT 27,45 %. Il y a une cellule du PCF dans l'entreprise.

Les syndicats mènent à l'heure actuelle des actions unitaire en apparence mais il y a cependant des conflits. C'est à qui fera monter les enchères.

HR : Quelle est la situation actuelle ?

R : Les revendications actuelles sont : la cinquième équipe pour ceux qui travaillent en continu, sans perte de salaire, c'est-à-dire 36 heures de travail par semaine ; les 40 heures pour ceux qui travaillent en normal ; la retraite à 56 ans pour les postés,

Face aux licenciements dans les autres usines, dans l'ensemble, les gars ne se sentent pas tellement concernés.

Sur la menace de fermeture de l'usine à l'avenir il est difficile de se faire une idée.

Actuellement, un brevet d'invention pour le décapage est à l'essai. Des bruits courent quant à une modernisation de l'usine. Mais il y a des inquiétudes quand même sur l'avenir car les retraits ne sont pas remplacés. De 1974 à 1979, les effectifs sont passés de 2 650 à 2 370, soit une diminution de 280 emplois. C'est le doute qui plane.

Les salaires sont d'environ 3 000 francs pour les trois-huit. Ceux qui travaillent en normal font 8 h 36.

Les accidents graves sont rares, mais il y a de petits accidents. Le seul accident mortel dont je me souviens est celui d'un gars qui est tombé dans l'acide.

HR : Etes-vous informés des luttes menées dans le Nord et en Lorraine ?

R : Il n'y a pratiquement pas d'information sur les luttes qui se mènent ailleurs dans la sidérurgie. On est informé par les journaux et à la télévision. Il n'y a pratiquement pas d'information syndicale sur la situation ailleurs. Il y a eu quelques collectes d'organisations mais sans grande ampleur.

Face à la situation actuelle, aux licenciements, nous n'avons pas connaissance des propositions syndicales.

Pour les messages et motions de solidarité aux sidérurgistes de Denain et Longwy
Ecrire à
UIS-CFDT 9, rue du Colonel Merlin
ou UL-CGT, 14, rue Abbé Henrion
à Longwy (54400)
et à UL-CGT 52, rue Roger Salengro
ou à UL-CFDT 3, rue Jules Mousseron
à Denain (59220)

Nous terminons ici la publication du texte intégral d'une interview de deux cheminots parisiens membres du PCF. Ce texte que nous présentons à titre de document est extrait du numéro un de *Luttes et débats* daté de janvier 1979. *Luttes et débats* se présente comme un « journal interne réalisé par des ouvriers, employés, intellectuels militants du PCF ». Réalisé à l'initiative de militants du 18^e arrondissement de Paris, ce journal semble avoir acquis, après la parution de deux numéros, une audience plus large parmi les militants du PCF.

L'article ci-dessous, comme c'est le cas de tous ceux publiés par *Luttes et débats*, n'engage que ses auteurs. A l'issue de cette publication, nous donnerons notre opinion sur les points qui nous semblent principaux, concernant tant les accords que les désaccords. Ceci constitue à notre avis une des façons de débattre des questions d'une grande acuité qui se posent à tous les travailleurs à tous ceux qui ont pour objectif de leur lutte l'instauration du socialisme en France.

La rédaction

Luttes ouvrières et stratégie unitaire (3)

par D. OUAKI et D. LAPOSTRE

Après avoir abordé sur la base de leur expérience à la SNCF le bilan de la ligne de leur parti, D. OUAKI et D. LAPOSTRE (qui sont tous deux cheminots et membres de comités de section d'entreprise du PCF) mettaient en avant l'importance de la démocratie ouvrière et de la pratique des comités unitaires de base. (voir HR n° 1055 et 1056)

Q: Le parti peut-il revenir à cette voie révolutionnaire dont parlait Didier ?

DANIEL: Il est d'abord important de s'entendre sur le sens de « parti révolutionnaire ». Il est incontestable qu'au PCF, il y a des militants révolutionnaires, certains grâce aux tâches accomplies dans le passé (participation aux Brigades Internationales, à la Résistance) ou pour les idées qu'ils émettent quant à la ligne qui doit être celle du PCF. Et c'est sur ces militants, sur cette avant-garde qu'il faut compter. Va-t-on encore longtemps cautionner soit par le silence et l'expectative, soit par souci de ne pas enfreindre le centralisme (soi-disant) démocratique, cette ligne politique qui mène à l'échec ? Regardons autour de nous. En RFA, le PC a été réduit à sa plus simple expression. En Espagne, le PCE abandonne les références au léninisme, on remplace les cellules par des groupes d'environ 200 adhérents, ceux-ci étant découpés par secteurs géographiques. En Italie, le PCI prêche l'austérité et l'intégration européenne. En France, on abandonne la dictature du prolétariat. On prêche la « rigueur électorale » certes, mais la voie électorale quand même ! On ne donne pas la possibilité aux travailleurs de s'auto-organiser. Vraiment, il est temps de réagir, oublions notre patriotisme de parti, car le parti n'est pas un but mais le moyen essentiel pour aller au socialisme.

Une ligne politique qui mène à la baisse d'influence de notre parti, qui n'arrive pas à juguler un plan d'austérité, qui engendre une baisse de notre activité, qui entraîne la « mise sur la touche » par écoulement de bon nombre de militants communistes, ne peut permettre d'instaurer le socialisme. Car c'est cela notre but premier, prendre le pouvoir et instaurer le socialisme le plus tôt possible. Pour cela, il faut se donner des moyens et des garanties. Un cadre du parti à qui je disais que cela faisait 50 ans que le parti se battait pour prendre le pouvoir m'a répondu qu'il fallait savoir attendre, que la lutte était longue et difficile... Je le répète, il faut s'en donner les moyens pour y arriver le plus tôt possible et non pas

aux calendes grecques, d'autant qu'il paraît évident que le travailleur à la chaîne, que la femme durement exploitée dans cette société d'hommes (avec un petit h), que les enfants des écoles qu'on embrigade pour en faire des chômeurs ou des travailleurs soumis ont tous besoin d'une société socialiste. L'on me répondra certainement que la bourgeoisie est puissante, que les capitalistes sont forts et qu'ils mettent tout en œuvre pour saper notre travail de militants, et ainsi conserver leurs privilèges. Certes, les capitalistes sont forts, mais cela ne démontre-t-il pas notre faiblesse ? Au lendemain des élections de mars, émanait de la déclaration du bureau politique l'idée que la droite avait mis en œuvre des moyens énormes pour nous battre ; à croire qu'il eût été possible de la voir docile et prête à recevoir des coups de bâton sans rien dire.

DIDIER: Pour moi, le parti n'a pas aujourd'hui une ligne révolutionnaire, il passe de l'opportunisme au sectarisme. Dans ces conditions, peut-il, pourra-t-il redresser la barre ? Pourra-t-il devenir ce parti d'avant-garde qui aide les travailleurs à s'auto-organiser sans se substituer à eux ? Est-il en mesure de prendre en compte la réalité nationale et le contexte international sans tomber dans le nationalisme, le chauvinisme ? Pourra-t-il prendre en compte ses erreurs passées et présentes pour mieux aller de l'avant ? Voilà les questions que je me pose. Et je suis inquiet.

Inquiet, quand je vois la campagne nationaliste menée contre l'élargissement de la CEE ! Inquiet de mots d'ordre comme « Produisons français ». Inquiet par les déclarations sur le rôle des militants du parti ! En effet, dans l'*Humanité* du 16 mai 1978, sous le titre « Ni raccourci... ni attente », signé C. Popere, je lis : « Il importe que les militants communistes se comportent comme les avocats du peuple ». Un avocat plaide la cause d'une personne auprès d'une autre personne, donc, si les mots ont un sens, les militants communistes doivent plaider la cause du peuple auprès du pouvoir. En clair, Marchais plaide à l'Élysée, les députés à l'Assemblée, les militants de base au

près des directions de leur entreprise. Tout le monde plaide.

Les travailleurs n'ont pas besoin qu'on plaide leur cause, ils veulent un parti qui leur propose des perspectives, qui élève leur niveau de conscience de classe, d'un parti qui se bat pour l'unité de la classe ouvrière, d'un parti qui, s'appuyant sur une analyse scientifique, refuse toute collaboration avec la bourgeoisie. Voilà le parti dont les masses laborieuses ont besoin.

Entre le texte de Popere et la célèbre phrase de Marx : « L'émancipation des travailleurs ne peut être que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », quelle différence ! C'est là que l'on voit que les « temps changent » !

Q: Dans quelques mois, il va y avoir le 23^e congrès. Quelles tâches prioritaires doit-il se fixer ?

DIDIER: Le congrès se déroulera dans un contexte d'attaques du pouvoir contre les acquis de la classe ouvrière. En effet, l'austérité aggrave de jour en jour les conditions de vie et de travail des masses laborieuses. D'après un rapport de l'OCDE, le chômage passera en France de 4,8 % à 5,5 % début 1979. En clair, nous allons vers les deux millions de chômeurs. Des régions entières sont frappées : la Lorraine, la région marseillaise, etc. Les femmes, les jeunes, mais aussi les travailleurs plus âgés (de 50 à 55 ans) sont de plus en plus touchés par le chômage.

L'austérité, c'est aussi un freinage des salaires lié à la montée des prix, ce qui entraîne une baisse de notre pouvoir d'achat. Mais si l'austérité touche durement la classe ouvrière, elle permet aux trusts de faire de fabuleux profits (CGE : profits en hausse de 25 %, etc.). Face à cette offensive du gouvernement et du patronat, un parti révolutionnaire se doit d'organiser la classe ouvrière. Mais cette riposte doit avoir un débouché politique. Démocratisation des institutions bourgeoises ? Non, il nous faudra à ce congrès élaborer un projet de programme rompant avec la logique du système capitaliste : un programme don-

nant le pouvoir aux masses et en premier lieu à la classe ouvrière.

DANIEL: « Il faut reconstruire l'union à la base, nous ne pouvons que freiner l'austérité. Cependant, il est possible d'obtenir ça et là des acquis, et c'est pour cela que partout il faut impulser l'action, être présent sur tous les terrains de luttes. Cette stratégie permettra de créer les conditions de la reconstruction de l'union pierre à pierre, et le changement pour demain ». Voilà brièvement résumé le rapport Fiterman. Voilà ce que la direction du parti nous propose.

Jamais dans ce rapport, il n'est question de remettre en cause la politique du pouvoir d'une façon globale. De plus, il est clair que le changement (pour plus tard) sera électoral et se fera dans le respect de la démocratie bourgeoise. Je pense que de telles perspectives ne sont pas en mesure de mobiliser les travailleurs. Dans les faits — dans l'action — les travailleurs en lutte ne veulent pas quelques bribes de satisfaction. Je ne dis pas qu'aujourd'hui, ils sont conscients de la nécessité de prendre le pouvoir. Avec les perspectives, à terme, électorales que nous leur proposons, il est normal qu'ils adoptent une attitude électorale. Quel militant n'entend pas souvent cette réflexion : « Mon bulletin de vote, c'est avec ça que je lutte ». Néanmoins les travailleurs aspirent à un véritable changement, ils sont prêts à se battre, mais en ayant les meilleures garanties de gagner, ils veulent « s'émanciper », mais en s'occupant eux-mêmes de leurs affaires. Pendant la dernière grève (en octobre 1978), nous étions réunis en assemblée générale, un militant CFDT dit : « A la grève sauvage de mai dernier, on nous a fait reprendre le travail, aujourd'hui, on nous demande de débrayer... ». Relançant ainsi le débat sur les grèves « balancées d'en haut », il démontrait la volonté, quoique confuse, de bon nombre de travailleurs de s'auto-organiser. Ce comportement radical apparaît en contradiction avec l'attitude électorale dont je parlais précédemment. Mais en fait, cette contradiction si profonde soit-elle n'est-elle pas due au double langage

que nous tenions (impulser les luttes tout en refusant l'affrontement direct avec la bourgeoisie) ?

Revenons au rapport Fiterman (septembre 1978) ; il relègue l'intervention des masses à un rôle secondaire, à un rôle de soutien. Le changement politique dont parle le rapport laisse à la bourgeoisie les moyens de développer sa propagande et son économie, ses forces étant réservées, ses privilèges sauvegardés. Cela à l'abri de tout mouvement révolutionnaire. Alors que nous nous escrimons à faire aboutir quelques revendications, quelques succès par nos luttes, globalement le pouvoir s'attaque aux grandes conquêtes de la classe ouvrière : la Sécurité sociale, les prud'hommes, les allocations-chômage, elle restitue l'économie en liquidant des secteurs entiers comme le textile, la construction navale, la sidérurgie et démantèle les entreprises publiques. Sans parler de l'inflation qui continue à galoper, réduisant ainsi le pouvoir d'achat des masses populaires.

Cette stratégie qui refuse toute riposte d'ensemble amène le défaitisme, place d'emblée la classe ouvrière dans une position de faiblesse, subordonne le changement à une échéance électorale favorisant ainsi l'attentisme pour des « lendemains meilleurs ». Par son rôle primordial dans la production, par sa force dans l'union, la classe ouvrière a les moyens de remettre en cause la politique anti-sociale de Giscard-Barre. Nous devons tout mettre en œuvre pour créer les conditions d'un mouvement d'ampleur, centralisé, appuyé sur l'auto-organisation des travailleurs en comités de grève, en comités de base. Et les travailleurs, dans le prolongement de l'action revendicative, poseront la question du pouvoir. Cette voie conduira direc-

tement à la rupture avec le pouvoir. Mais, pour cela, dès maintenant, des revendications urgentes unifiantes et mobilisatrices doivent être mises en avant. Notamment sur les conditions de travail et sur les salaires, il faut lutter au moyen de grandes campagnes unitaires pour le SMIC à 2 400 F, pour améliorer nos conditions de vie et sur les 35 heures pour améliorer nos conditions de travail et lutter contre le chômage. C'est avec des revendications de ce type que nous construirons l'union la plus large.

DIDIER: En effet, construire l'union pour le changement est une question de grande importance, car comment organiser une riposte, comment déboucher politiquement sans union. Mais quel contenu de classe donner à l'union ? Faut-il une unité nationale pour la « défense de la patrie » avec les forces réactionnaires du RPR ? Une nouvelle union de la gauche avec les groupuscules bourgeois, type MRG ? Ou bien l'unité de la classe ouvrière autour d'un programme reprenant les grandes revendications ?

D'autres questions devront trouver leur place dans ce congrès : la démocratie dans le parti, l'évolution pour certains ou la dégénérescence pour d'autres du mouvement communiste international, etc. Nous n'avons pas la prétention de répondre ici à toutes les questions. Notre seule ambition était de montrer que le débat au sein du PC n'est pas l'apanage des permanents et des intellectuels, mais qu'il concerne avant tout les militants ouvriers, car ce sont eux qui, chaque jour, subissent l'exploitation capitaliste aux côtés des travailleurs. Le débat d'aujourd'hui ne doit pas être seulement abstrait, théorique, car c'est de l'avenir de la classe ouvrière dont il est question.

Fin

Demain nous publierons un article donnant notre opinion sur les principaux points abordés dans ce document



Manifestation à Guingamp (Phot HR)

EN AVANT GUINGAMP (2)

Labour e Breizh evit an holl Vretoned

(Du travail en Bretagne pour tous les Bretons)

Rencontre avec la CGT de l'AOIP (2)

QUELQUES jours après la journée ville morte du 8 mars, nous avons rencontré huit délégués (es) au local syndical de l'AOIP. Cette usine, qui emploie 1280 personnes, est la troisième par ordre d'importance dans le département des Côtes-du-Nord (après Chaffoteaux à St-Brieuc et LTT à Lannion).

Dans ces trois usines, des débrayages, des mouvements de grève, pour de meilleurs salaires à Chaffoteaux, contre les réductions d'horaires et les licenciements à LTT et à l'AOIP.

La téléphonie bretonne est en alerte. Au cours de cette rencontre fraternelle, les travailleurs de l'AOIP nous ont fait part de leur inquiétude, mais surtout de leurs perspectives de lutte. Nous publions ici la seconde partie de cette interview.

- Yannick Dagorn : les réductions d'horaires, comment sont-elles accueillies ?

R : La réduction du temps de travail, c'est une aspiration qui existe... On s'est battu là-dessus en 1971-1972. A l'époque, l'AOIP a refusé : il fallait produire, produire à tout prix. Les réductions d'horaires peuvent avoir un effet de division. Ici, il y a beaucoup de femmes avec des enfants. Des horaires plus légers, c'est tentant. Ça grève le budget mais il y a des avantages.

Aujourd'hui, cependant, on refuse ces mesures. Les travailleuses, les travailleurs de l'AOIP ne se laissent pas prendre à ce piège (actuellement il doit y avoir, je crois, une volonté). Pour tous, il faut que les choses soient claires : il n'y a pas d'une part le problème de l'emploi et de l'autre le problème des réductions d'horaires. C'est un tout. Il faut bien comprendre que ces réductions d'horaires sont un premier pas vers la sortie définitive. Les réductions d'horaires ont un aspect de « libérer du temps », ce qui incontestablement interfère avec une revendication profonde des travailleurs, c'est pourquoi beaucoup ont tout de même du mal à se bagarrer contre ces mesures.

SOLIDARITÉ POPULAIRE

- Y. D. : Depuis l'annonce des réductions d'horaires, l'AOIP a entrepris de nombreuses actions. Un de vos objectifs est de créer un mouvement de soutien autour de l'AOIP.

R : Nous avons beaucoup mis l'accent ces derniers temps sur le soutien des municipalités. L'AOIP ça menace toute la ville de Guingamp, puisque c'est la principale usine. Ça concerne aussi les communes à 20 kilomètres alentour.

Il y eu création à la mairie de Guingamp d'un « Comité de défense » de l'AOIP. Ce que l'on demande ce n'est pas seulement un soutien, c'est une participation de la ville : on les prend comme partenaires. Eux aussi ont des actions à entreprendre à leur niveau.

Il y a eu, d'autre part, la journée ville-morte du 8 mars. Ce n'est pas venu de nous : c'est une initiative prise par les commerçants. Ils ont décidé de fermer leurs portes toute la journée. En 1978, 5 milliards de centimes ont été versés comme salaire chez eux : si l'AOIP réduit la masse salariale, eux aussi en pâtiront. Le 8, l'AOIP a débrayé. Malgré le peu de temps qui nous a été laissé pour préparer, nous avons organisé meeting et manifestation. Cette journée a finalement été un succès.

- Y. D. : Y a-t-il des contacts suivis avec les autres boîtes de la zone industrielle ?

R : Pas encore, mais ça va se faire. On va essayer de toucher toutes les organisations ouvrières et aussi toutes les organisations paysannes. C'est important de marcher avec les syndicats paysans, on se trouve dans une région agricole.

- Y. D. : A l'AOIP, il y a une très grande majorité de femmes. Avez-vous tenté de mobiliser les maris, dans les autres boîtes ?

R : Nous savons qu'à Guingamp, beaucoup de gens sont sensibles au problème de l'AOIP par ce biais là. C'est le cas en particulier pour le secteur bâtiment et pour le secteur agro-alimentaire. C'est surtout la CFDT qui y est implantée. Si on organise quelque chose avec ces boîtes là, on le fera en commun avec la CFDT. On n'a pas du tout l'intention de marcher sur leurs plates-bandes.

- Y. D. : En Bretagne, dans l'Ouest, plusieurs boîtes de la téléphonie

sont touchées par des réductions d'horaires et par les licenciements. Y a-t-il des contacts ? Sont-ils faciles, difficiles ? Y a-t-il des perspectives dans ce domaine ?

R : A vrai dire, il n'y a pas eu de contact suivis. Il y a eu des rencontres régionales avec les camarades des autres sections syndicales CGT de la téléphonie. Le 9 janvier, il y eut la journée régionale d'action CGT-CFDT. Il ne faut pas en rester là.

Il a été décidé une autre journée régionale d'action le 9 mars. Tous les travailleurs des boîtes de télécommunications vont converger vers Lannion. C'est une formule différente de la journée du 9, où chaque boîte avait manifesté dans sa propre ville. Le rassemblement à Lannion va permettre aux gens de se rencontrer, de partager leurs espoirs, leurs désespoirs, leurs craintes, et surtout de confronter les actions qu'ils mènent.

Ce n'est pas une journée pour une journée, ça va permettre de coordonner réellement les luttes.

- Y. D. : Avez-vous encore des contacts avec les licenciés des boîtes de sous-traitance qui travaillaient pour l'AOIP ?

R : On avait réussi à avoir la liste des sous-traitants avec qui on travaillait. On avait des contacts, mais c'était difficile. On avait des adresses assez épiques : « Salle des fêtes », « place du champ de foire » ou encore « école désaffectée » de tel ou tel bourg de campagne. Les plus combattifs ont évidemment fait partie des premières charettes. Depuis, on n'a plus de nouvelles.

- Y. D. : Vous avez déclaré récemment que pour forcer l'AOIP à maintenir l'emploi, vous étiez prêt à « foutre le bordel ».

R : Toutes les actions qu'on a mené jusqu'à présent montrent qu'on ne reste pas inactifs ! La violence ? On ne peut faire à l'avance un classement des actions que nous allons entreprendre. C'est l'assemblée générale qui décide des actions à entreprendre sur proposition de la section syndicale.

Personne ne peut savoir exactement quelles seront les réactions devant les licenciements. La violence, c'est d'abord les licenciements. S'il y avait départ des machines, je suis persuadé qu'il y aurait des actions pour empêcher ça.

MEETINGS DE SOLIDARITÉ AVEC LES PATRIOTES CORSES EMPRISONNÉS ORGANISÉS PAR LES COMITÉS DE SOUTIEN

A Marseille
Le 23 mars 1979 à 20 h 30

Avec la participation de Canta U Populu Corsu et des Due Patrizie. Salle de l'Alhambra, boulevard Chave.

A Lyon
Le 24 mars 1979 à 20 h 30 :

Avec la participation de Canta U Populu Corsu et des Due Patrizie. Salle des fêtes de la mairie du 6^e arrondissement, 58, rue de Séze.

LILLE
Une semaine avec la Chine

L'Association des Amitiés franco-chinoises organise une semaine avec la Chine du samedi 17 au samedi 24 mars au Pavillon Saint-Sauveur, rue Saint-Sauveur, à Lille (derrière la mairie).

Samedi 24 mars à 15 h : « Voyager en Chine », projection de films en super 8
17 h : « Vivre en Chine », débat avec la participation de Ch. Lamouroux, étudiant pendant deux ans en Chine, et, sous réserve, de J. Guiloineau, auteur du livre « Vivre à Pékin ».
Pendant toute la semaine, exposition de photos sur la vie quotidienne en Chine, diapositives prises par des voyageurs en 1978.

COMITÉ DE MOBILISATION ANTI-IMPÉRIALISTE D'AIX-EN-PROVENCE
Huit heures contre l'impérialisme
Samedi 24 mars à 16 h au Palais des congrès d'Aix-en-Provence.

Programme : 16 h : Sawana, film long-métrage tourné dans les maquis érythréens. La résistance du peuple érythréen face à l'agression soviéto-éthiopienne, suivi d'un débat Martinique, Guadeloupe, Guyane : départements ou colonies ?
Soutenons les luttes des travailleurs immigrés.
L'Arménie saigne à Istanbul et à Moscou, avec des patriotes arméniens.
La situation en Tunisie, un an après les événements du 24 janvier par l'Union générale des étudiants tunisiens.
Liberté pour les patriotes corses emprisonnés avec la CFC et le comité de soutien aux patriotes emprisonnés.
Le Cambodge face à l'agression vietnamienne, suivi d'un débat avec le comité des patriotes khmers.
La situation en Afrique australe
Avec une partie culturelle, des forums, des stands.

MOUN'KIKI
LA NOUVELLE CHANSON ANTILLAISE
Le prochain récital aura lieu :

Samedi 24 mars 1979 à 20 h 30
à la Couneuve (93120) - Centre culturel Jean Houdremont
23, avenue du général Leclerc
Tél : 836-11-44 (Dans le cadre de trois jours sur les Antilles).
Moun'Kiki 6, rue des Lavandières 75001 - Paris. Tél. 236-09-11 et 233-38-73.

ROSNY-SOUS-BOIS (région parisienne)
La Chine à Rosny 2 du lundi 19 au samedi 31 mars

Les Amitiés franco-chinoises, en collaboration avec Rosny 2, présentent dans la galerie marchande diverses expositions, (photos, papiers découpés, peintures, objets usuels...), montages diapositives, des films documentaires.
Des voyageurs, de retour de Chine, des enseignants seront à votre disposition pour vous guider, pour répondre à vos questions.
Horaires pour les groupes : 9 h-12 h, 14 h-17 h (il serait préférable de nous contacter par avance à : M. Nogues, Bat. B Esc. F rue Turgot - Chelles 77500. Tel : 020 35 57

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste

NOM
PRÉNOM
Lieu de travail
Adresse
Code postal

(A retourner à la boîte postale de l'Humanité rouge).

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel
L'Humanité rouge - Pour toute correspondance :
BP : 61 75861 Paris cédex 18
CCP : 30 226-72 D La Source
Tel : 205-51-10 (répondeur) :

Directeur de publication : André Druenne
Commission paritaire N° 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépot légal 1^{er} trimestre 1979

Avec le comité d'élèves du lycée technique de Denain

« L'avenir est lié au maintien d'Usinor »

Denain, correspondance.

J'ai rencontré des lycéens, membres du comité d'élèves. La semaine dernière a vu l'entrée en lutte des jeunes scolaires de Denain et Valenciennes au côté des sidérurgistes. C'est là un événement important. D'abord, par le soutien important que cela constitue pour les sidérurgistes, ensuite dans un pays où un chômeur sur deux est un jeune, la lutte des jeunes pour l'emploi est une partie essentielle du grand combat pour le droit au travail pour tous. Et à Denain, il n'y a qu'un seul moyen de lutter pour « un emploi pour les jeunes qui quittent l'école », c'est de soutenir la lutte des sidérurgistes. L'application du plan acier de Giscard-Barre ferait de Denain une ville morte et obligerait les jeunes, sans débouchés sur place, à l'exode et à la déportation.

C'est dire que le Parti communiste marxiste-léniniste soutient totalement ce mouvement des élèves et les encourage à aller de l'avant.

HR : Pouvez-vous rappeler les événements de la semaine ?

— Vendredi, 1 200 élèves ont marché de Denain à Valenciennes. On devait bloquer l'autoroute. Quand on a su qu'il y avait des CRS, on est allé sur la route nationale. On avait téléphoné aux bahuts de Valenciennes pour faire la jonction. Finalement, on a fait un sit-in à 600 pour bloquer la route et on s'est retrouvé à Valenciennes sur la place d'Armes. Déjà jeudi, ceux du lycée technique étaient sortis en masse. On était allé au Polyvalent (classique et moderne) où on nous a interdit d'entrer.

A 15 h 15, quand on a vu que les gens qui sortaient prenaient leur bus et ne se joignaient pas à nous, sauf quelques-uns, nous nous sommes dirigés alors vers la porte Cavro.

On est arrivé à la sortie de l'équipe de journée. (« J'ai vu mon père », précise Catherine). L'accueil fut bon par rapport aux délégués syndicaux qui nous ont félicités de notre mouvement. (Un lycéen rappelle alors comment ont évolué les rapports entre les lycéens et les syndicalistes).

— Le lendemain des événements, on est allé manifester porte Cavro et on a été mal accueilli. Des bruits avaient été lancés qu'on était responsables des bagarres, que les lycéens du technique étaient responsables des bagarres du jeudi. C'est là qu'on a créé le comité d'élèves contre la violence (CECV) dont la première expression publique a été la participation à la manifestation du 10 mars. Le but était qu'il n'y ait pas de malentendus entre les ouvriers et les lycéens et que s'établisse une certaine confiance. Maintenant, ce résultat est atteint et on a décidé d'abandonner le sigle. On s'appelle simplement comité d'élèves. Notre plate-forme dit : « Pas un seul licenciement » et « Soutien actif aux sidérurgistes ».

Je me souviens à cette occasion qu'en voyant leur bande-roule « contre la violence » à la manifestation du 10 mars, j'étais allé discuter avec eux. Leur mot d'ordre est ambigu, ça ressemble aux déclarations de la CGC (cadres) contre la violence d'où qu'elle vienne. Ils m'avaient répondu : « Effectivement c'est pas clair, en fait quand on dit "contre la violence", c'est d'abord contre la répression policière ». Un autre : « Comme on nous a accusés d'être à l'origine des affrontements, on veut éviter cela. Ce n'était pas la masse des lycéens qui étaient là, mais surtout des jeunes chômeurs et des gens qui sont venus là parce qu'ils aiment la bagarre ».

HR : Est-ce que les jeunes sont conscients du problème du chômage ?

— Au lycée technique, on prépare le bac technique. Les débouchés sont tournés vers la production. Même si une petite majorité n'est pas issue de la



Mars 1978 — Denain. « Le technique bouge » (Photo HR).

La violence ? Justement, discutons-en !

La violence, on en discute dans le comité et c'est une bonne chose. Justement, discutons-en ! Le comité déclare dans son tract du 13 mars : « Nous affirmons que les événements de Denain jouent aujourd'hui en faveur du pouvoir... La violence n'est donc pas une solution, bien que les sidérurgistes se soient défendus et nous saluons leur courage et leur détermination ».

Rappelons les faits : mercredi, suite à de multiples provocations policières, la masse des sidérurgistes a riposté violemment. Par la suite, des affrontements se sont poursuivis, opposant des groupes de jeunes chômeurs pour l'essentiel et des CRS. Il s'agit de la réponse violente certes mais justifiée des sidérurgistes et de la population aux provocations violentes du pouvoir. Concernant les bagarres des jeunes, il s'agissait effectivement de violence minoritaire et sans but précis. Cela tient au fait que les jeunes chômeurs sont sans perspective et inorganisés. L'interprétation du PCF est plus que tendancieuse. Il présente ces jeunes chômeurs inorganisés comme « des groupes spécialisés dans la provocation ». Quel est le but de ce menottage ? Pour revenir aux prises de position du comité, nous pensons qu'il se trompe sur le bilan qu'il tire des enseignements.

Au contraire, la riposte des sidérurgistes a entraîné un vaste mouvement de solidarité et provoqué la panique dans les ministères. « La violence n'est donc pas une solution » ? Débat de fond où il faut s'entendre sur les mots. S'il s'agit de violences gratuites individuelles, oui elle n'est pas une solution, mais, bien que personne ne souhaite la violence, qui entraîne toujours souffrance et sacrifice, peut-on s'en passer ? Quand les ouvriers défendent leurs droits, ils trouvent devant eux, la violence du pouvoir. Pour être victorieuse, la lutte des travailleurs doit employer toutes les formes pacifiques mais aussi nécessairement des formes violentes. C'est pourquoi les marxistes-léninistes rejettent comme illusion la croyance en un changement pacifique de société et restent fidèles aux principes communistes de la nécessité du renversement violent de l'appareil d'Etat. Mais les lycéens ont sûrement conscience de l'ambiguïté de leur position puisqu'ils prennent la précaution d'ajouter dans leur tract une phrase justifiant l'action de légitime défense des ouvriers.

classe ouvrière, il est clair que pour l'ensemble, l'avenir est lié au maintien d'Usinor. C'est encore plus vrai pour ceux du LEP qui préparent un CAP, leur seul débouché, c'est Usinor.

Est-ce qu'ils en sont conscients ? Disons que dans les classes de LEP, quand les professeurs essaient de les faire travailler, il n'est pas rare d'entendre : « A quoi bon travailler, on va être chômeur demain ».

A part ça, on voit que le technique bouge, à la différence du classique. C'est forcément lié à ce qui va se passer à la sortie du bahut.

HR : Comment êtes-vous organisés ? Quel est le rôle des professeurs, des délégués de classe dans votre mouvement ?

Toutes les décisions sont prises en assemblée, c'est un mouvement indépendant des partis politiques. Au début, on était une trentaine. Cette semaine, le fait nouveau est que toutes les actions ont été très largement suivies. Rapport aux professeurs, toutes les décisions prises leur sont communiquées et vice-versa. On veut être indépendant par rapport aux professeurs. Le comité s'est développé en dehors du système des délégués, ça n'a aucun rapport. Mais la masse des délégués nous suit, on se sert des délégués pour transmettre les informations dans les classes.

HR : Où en est l'extension du mouvement ? (Bruno revenait tout juste de la coordination inter-lycées, il explique.)

— On fait tache d'huile. Pour l'instant, les lycées de Valenciennes ne sont pas encore organisés en comités, mais ça va se faire. Il faut voir aussi les différences entre notre comité et les autres. Denain, c'est Usinor, c'est là que tout se passe. Valenciennes, c'est une vieille mairie de droite. Ici, les flics ne se montrent plus, là-bas ils nous ont chargés avec leurs mobylettes, c'est un exemple.

HR : Que faites-vous le 23 mars ?

— Il y aura un bus qui partira de Denain et aussi un de Valenciennes ; ce sera payé par des collectes. Ce qu'on veut faire, c'est à l'occasion de cette marche, prendre contact avec les lycéens de Longwy, on discute avec eux et on décide l'action, même but, même jour, même heure.

HR : Qu'est-ce que vous espérez de cette marche ?

— Le pouvoir est à Paris, c'est symbolique. Il y a aussi le fait qu'ainsi les Parisiens verront ce qui se passe, on ne pourra pas leur mentir ».

En discutant, on est d'accord pour voir que la marche ne suffira pas à faire reculer le pouvoir, il faut en profiter pour s'unir de Dunkerque à Longwy, pour frapper tous ensemble et en même temps.

Rémi DAINVILLE